

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 17492**

Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible

Licence : Licence Droit, Economie, Gestion Mention Droit

| AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION | QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION |
|---|--|
| Université de Franche-Comté - Besançon, Ministère chargé de l'enseignement supérieur | Président de l'Université de Franche-Comté, Recteur d'Académie Chancelier des Universités |

Niveau et/ou domaine d'activité

II (Nomenclature de 1967)

6 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Les étudiants titulaire de la licence de droit peuvent exercer seul ou en équipe des fonctions d'assistance et de conseil ou des fonctions polyvalentes à dominante juridique. Ils occupent dans le secteur privé des postes de cadre moyen dans lequel ils exercent des fonctions de conseils et d'aide à la décision au sein d'un service juridique ou contentieux. Ils interviennent alors soit en amont de la décision pour expliquer et traduire les solutions juridiques envisageables soit en aval pour optimiser la réponse juridique à une difficulté.

Dans les collectivités publiques et les organismes du secteur public ils occupent des postes de cadre intermédiaire ayant pour fonction l'aide à la décision et au pilotage par exemple au sein des départements juridiques des collectivités territoriales.

Dans ces fonctions ils seront conduits à :

- Mettre en œuvre et à appliquer des principes juridiques spécifiques à un contexte donné, ce qui les amènera à :
- Identifier les acteurs politiques, administratifs et sociaux, ainsi que les règles propres à l'environnement nationale, européen et international et à déterminer leur rôle
- Identifier des problèmes juridiques à partir d'un dossier ou d'une consultation
- Participer à la mise en œuvre juridique d'un projet et donc à :
- Qualifier juridiquement une situation et utiliser les sources adéquates pour proposer une solution
- Expliciter une situation juridique complexe à des non spécialistes
- Mettre en œuvre une logique juridique dans des domaines d'activités divers
- Traiter et négocier différents dossiers standards avec les administrations, les commerçants, les entreprises ou les individus (assurance, permis de construire,...)
- Analyser et mettre en œuvre la responsabilité des individus, des commerçants et des administrations
- Mettre en œuvre l'ensemble des règles applicables à l'entreprise et à ses personnels
- Rédiger un acte, un contrat simple, un procès-verbal, une décision administrative
- Contribuer à la l'élaboration juridique de la gestion des ressources humaines ce pourquoi ils devront :
- Repérer les difficultés et proposer le mode adéquat de règlement du litige (recours gracieux, médiation, conciliation, procédure participative, arbitrage, tribunaux)
- Suivre les contentieux

Les étudiants diplômés de la licence en droit sont capables de :

Comprendre :

- les institutions françaises, européennes et internationales,
- les systèmes juridique et politique contemporains de la France, ainsi que leur évolution historique pour appréhender le contexte dans lequel s'inscrit la problématique à laquelle ils sont confrontés.

D'identifier et de poser une problématique en :

- concevant un programme d'action
- organisant le travail d'une équipe
- étant force de proposition dans le cadre d'un projet commun
- gérant le temps et les priorités

D'organiser la recherche et le traitement de l'information en :

- réalisant une veille réglementaire
- dépouillant les informations spécifiques au domaine, réunissant et organisant les pièces nécessaires au déroulement d'une procédure administrative ou judiciaire, accomplissant les formalités (administratives, fiscales...) préalables et concomitantes au déroulement d'une procédure
- réalisant un commentaire de document juridique, une synthèse un exposé et en le transmettant dans une mise en forme correcte, aussi bien à l'écrit qu'à l'oral
- construisant et développant une argumentation
- utilisant les règles fondamentales des diverses branches du droit et l'articulation des diverses catégories de normes juridiques pour prévenir ou régler une difficulté juridique

Communiquer sous forme écrite et orale dans sa langue d'origine avec des interlocuteurs divers (administré, client, autorités judiciaires, supérieur hiérarchique) et dans une seconde langue

- en maîtrisant la terminologie juridique pour comprendre ou rédiger un acte simple
- en utilisant les technologies de l'information et de la communication;

D'agir de manière autonome en :

- se repérant dans les principaux débats et enjeux du monde contemporain en vue d'exercer pleinement leur citoyenneté;
- s'adaptant à des situations nouvelles et en appliquant ses connaissances et compétences dans un contexte professionnel
- évaluant la qualité de ses propres productions et de celles d'autrui, en apprenant de façon autonome.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Fonction publique nationale et territoriale.

Professions juridiques du secteur privé

Inspecteur de police, rédacteur, clerc, secrétaire général d'une petite mairie (sous réserve de l'obtention du concours), agent de l'administration fiscale, greffier, assistant de cabinet juridique, employé de service juridique et contentieux, agent immobilier; conseiller de clientèle bancaire; conseiller en assurance

Codes des fiches ROME les plus proches :

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

LD1 Semestre 1 30 ECTS

UE1 Introduction générale au droit 6 ECTS

UE2 Droit constitutionnel 6 ECTS

UE3 Culture juridique 6 ECTS

UE4 - Unité complémentaire 6 ECTS

UE5 - Unité transversale 6 ECTS

LD1 Semestre 2 30 ECTS

UE1 Droit des personnes et de la famille 6 ECTS

UE2 Droit constitutionnel 6 ECTS

UE3 - Matières d'ouverture 6 ECTS

UE4 Unité complémentaire 6 ECTS

UE5 - Unité transversale 6 ECTS

LD2 Semestre 3 30 ECTS

UE1 Enseignement fondamental 6 ECTS

UE2 Enseignement fondamental 6 ECTS

UE3 - Unité complémentaire 6 ECTS

UE4 - Unité de culture générale 6 ECTS

UE5 - Unité transversale 6 ECTS

LD2 Semestre 4 30 ECTS

UE1 - Enseignement fondamental 6 ECTS

UE2 - Enseignement fondamental 6 ECTS

UE3 - Matières complémentaires 6 ECTS

UE4 - Unité d'ouverture 6 ECTS

UE5 - Unité transversale 6 ECTS

LD3 Semestre 5 30 ECTS

UE1 - Enseignement fondamental 6 ECTS

UE2 - Enseignement fondamental 6 ECTS

UE3 - Matières complémentaires 6 ECTS

UE4 - Matières d'ouverture 6 ECTS

UE5 - Unité transversale 6 ECTS

LD3 Semestre 6 Besançon 30 ECTS

UE1 - Enseignement fondamental 6 ECTS

UE2 - Enseignement fondamental 6 ECTS

UE3 - Matières complémentaires 6 ECTS

UE4 - Matières d'ouverture 6 ECTS

UE5 - Unité transversale 6 ECTS

Validité des composantes acquises : illimitée

| | | |
|--|---|--|
| Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant | X | Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'Enseignement supérieur) |
| En contrat d'apprentissage | X | |
| Après un parcours de formation continue | X | idem |
| En contrat de professionnalisation | X | idem |
| Par candidature individuelle | X | Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP |
| Par expérience dispositif VAE | X | Enseignants-chercheurs, enseignants et professionnels |

| | OUI | NON |
|-----------------------------------|-----|-----|
| Accessible en Nouvelle Calédonie | | X |
| Accessible en Polynésie Française | | X |

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 27 juillet 2012 : Numéro de l'arrêté d'habilitation : 20040922

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 23 avril 2002 publié au JO du 30 avril 2002

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Décret VAE du 24 avril 2002

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

Site de l'Observatoire de la Formation et de la Vie Etudiante de l'Université de Franche-Comté :

Autres sources d'information :

Site de l'UFR Sciences Juridique Economique Politique et Gestion - SJEPG <http://sjepg.univ-fcomte.fr>

Site de l'UFR STGI : <http://stgi.univ-fcomte.fr>

Site de l'Université de Franche-Comté Comté : <http://www.univ-fcomte.fr>

Université de Franche-Comté

Lieu(x) de certification :

Université de Franche-Comté Comté 1 rue Goudimel 25030 Besançon cedex

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

UFR Sciences Juridique Economique Politique et Gestion-SJEPG 45 D Avenue de l'Observatoire 25030 Besançon cedex

UFR Sciences, Techniques et Gestion de l'Industrie (STGI) - Département AES/DROIT 10 rue Roussel 90016 Belfort Cedex

Historique de la certification :